

L'extractivisme en Amazonie brésilienne :

Un système en crise d'identité

Florence PINTON* et Laure EMPERAIRE**

INTRODUCTION

Facteur historique de peuplement, l'extractivisme, qui désigne les activités de collecte en vue d'une commercialisation des produits non ligneux de la forêt (1) constitue une source non négligeable de revenus pour l'État d'Amazonas (Brésil) et touche pratiquement l'ensemble de la population rurale. La question de son avenir rejoint soudainement celle de la préservation de l'Amazonie, sujet au cœur des polémiques actuelles. Cette région, la plus vaste forêt tropicale du monde, se présente aujourd'hui à la fois comme figure emblématique du lien entre crise écologique et crise du développement (LIPIETZ, 1990), mais aussi comme défi à l'imagination pour trouver de nouvelles voies démontrant les possibles synergies entre l'écologie et le développement. Cette tentative d'alliance conceptuelle s'est traduite récemment par l'adhésion des mouvements écologistes internationaux aux revendications des acteurs les plus connus de l'extractivisme, les *seringueiros*, qui cherchent à obtenir la création de réserves extractivistes, promouvant ainsi une des solutions alternatives de mise en valeur des écosystèmes forestiers amazoniens. Le principe de ces réserves repose sur la concession de l'usufruit de leurs terres pendant un temps déterminé à un groupe de familles. Leur originalité est de

* Sociologue, université Paris-X, 18, rue Descartes, 75005 Paris.

** Botaniste, Orstom-Inpa-écologie, CP 478. 69011, Manaus (AM), Brésil.

(1) Le terme *extrativismo*, pour lequel est proposé *extractivisme* en français, désigne au Brésil l'ensemble des activités d'extraction des produits naturels, d'origine végétale ou minérale. Il se différencie de celui de collecte par sa finalité uniquement marchande.

rompre, par leur conception, avec le paradigme de développement appliqué habituellement à l'Amazonie.

Quelle que soit l'opinion affichée à l'égard de cette solution « protectionniste », ce type de revendication peut surprendre à un moment où l'analyse des séries statistiques de la Banque du Brésil montre une tendance au ralentissement de cette activité économique (2) et il convient donc de s'interroger sur le contenu de cette contradiction. Les raisons sont-elles strictement liées à des données écologiques qui pourraient justifier la création de réserves ou ne faut-il pas aussi invoquer des problèmes d'ordre sociologique, économique et politique impossibles à résoudre à court terme et qui ont amené l'État voisin de l'Acre à s'engager dans la voie juridique et palliative des réserves ? Le sud du massif forestier amazonien est en effet marqué par une forte pression anthropique et une intense spéculation sur les terres liée à la route transamazonienne.

Plusieurs voies de valorisation de l'écosystème forestier sont envisageables ou en tout cas imaginables selon les situations observées : l'une rejoint le principe de la création de réserves extractivistes, modèle souvent contesté par les économistes qui arguent du déclin macro-économique de cette activité pour condamner cette voie (HOMMA, 1991). Au nom d'une politique de préservation des modes de production traditionnels, cette option légitimerait, selon eux, l'existence de poches de sous-développement. Une autre voie encouragerait des systèmes agroforestiers où l'extractivisme végétal aurait sa place et dont la viabilité serait assurée par un contrôle des prix de vente. Cette option permettrait de réduire les pressions sur la forêt tout en assurant une certaine stabilité économique aux petits agriculteurs. La troisième voie défendrait la possibilité de créer, à partir des produits de la forêt, un secteur économique dynamique. Les caractéristiques du marché international lié à ces produits ainsi que les débouchés potentiels susceptibles d'encourager une intensification de la production (3) seront, dans cette optique, à prendre en considération.

Quelle que soit l'option défendue, on semble oublier que l'extractivisme fait partie d'un système complexe de production profondément lié à l'histoire de la colonisation de l'Amazonie. Les relations entre les communautés locales et les écosystèmes forestiers et agroforestiers

(2) La part de l'extractivisme (bois exclu) passe de 22,2 % à 13,8 % des valeurs FOB (*Free on board*) à l'exportation du port de Manaus entre 1984 et 1988 (LESCURE et DE CASTRO, 1990).

(3) Rappelons ici que l'histoire économique de l'Amazonie est liée à celle des produits extractivistes. Une demande très fluctuante de la part des pays européens s'est traduite localement par des cycles de prospérité et de dépression comme en témoigne la ville de Manaus dans l'État d'Amazonas.

sont de ce point de vue la clef de la compréhension de tels systèmes. Se poser la question de la viabilité écologique et économique des systèmes extractivistes, c'est alors s'interroger sur les pratiques de gestion des acteurs locaux, sur les rapports de pouvoir autour desquels s'organisent ces pratiques et sur la place et la signification de cette activité au sein de l'économie locale.

À partir d'un travail de terrain en Amazonie brésilienne, sur le moyen rio Negro (État d'Amazonas) (4), nous présentons ici quelques résultats concernant une communauté de *caboclos* (5). Les comportements et les stratégies observés témoignent des difficultés que doivent affronter les acteurs locaux face à une dynamique de développement qui leur échappe de plus en plus. Dans cette communauté, Taperera, l'extractivisme connaît un certain déclin au profit de l'agriculture. Cette remise en question d'une activité ancienne semble être l'expression de la crise d'un système socio-économique de plus en plus contesté.

DES ACTIVITÉS DIVERSIFIÉES ET INSCRITES DANS DEUX ÉCONOMIES

La zone d'étude concerne des terres assez éloignées de ce qu'on a l'habitude d'appeler la « frontière agricole ». L'extractivisme s'insère dans un système complexe et instable qui fonctionne sous de faibles contraintes foncières (grande disponibilité en terres). On constate aussi une tendance à l'exode de ses populations vers de petits centres urbains en pleine expansion.

Située sur la rive gauche du rio Negro, à proximité de Sao Tomé (fig. 1), la communauté est constituée d'une population *caboclo*, population très hétérogène d'environ 55 personnes réparties entre 11 maisons. Ce nombre connaît d'importantes fluctuations liées au calendrier scolaire, au mode d'exploitation de l'espace, aux opportunités de travail à l'extérieur et à diverses activités sociales. Il apparaît

(4) Cette recherche s'inscrit dans un programme plus vaste, coordonné par Jean-Paul Lescure (Orstom). Il est mené en collaboration avec l'*Instituto Nacional de Pesquisas da Amazonia* (Inpa), à Manaus, dans le cadre des conventions Orstom-CNPq. Il est intitulé « Extractivisme en Amazonie centrale : viabilité et optimisation ». Les résultats présentés ici proviennent d'une enquête de terrain réalisée en octobre et novembre 1990 par Laure EMPERAIRE et Florence PINTON, avec le soutien financier de l'Orstom, de l'Unesco et du ministère de l'Environnement.

(5) Le métissage racial et culturel caractérise le *caboclo*. Il constitue, en Amazonie brésilienne, une catégorie démographique dominante qui ne revêt pas de notion de classe mais résulte d'un long processus d'acculturation interethnique. Son parlé est la *lingua geral*, expression linguistique d'un syncrétisme culturel (GRENAND et GRENAND, 1992).

très vite que les membres de la communauté ont une grande mobilité spatiale (6) et connaissent une importante flexibilité de leurs activités.

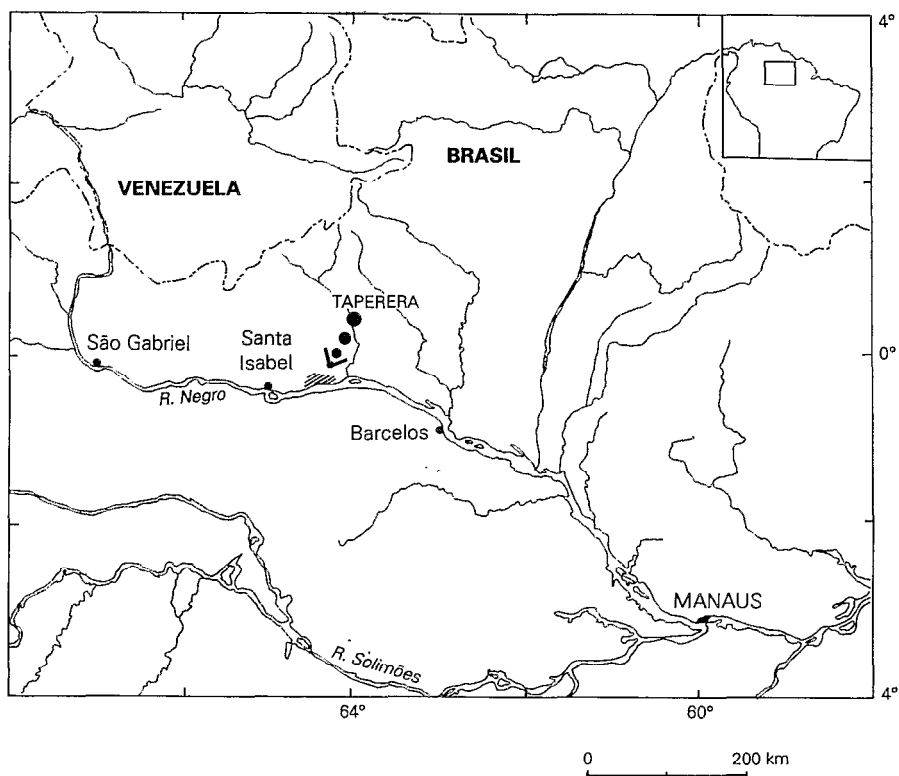


FIG. 1. — Carte de situation de la zone étudiée.

À Taperera, l'organisation des activités d'autosubsistance et leur intrication avec l'extractivisme reflète la complexité des systèmes d'échange avec l'association d'une économie vivrière et d'une économie marchande. Il y a effectivement interférence entre une activité locale qui s'appuie en grande partie sur la production de farine de manioc et une économie à retombée nationale voire internationale fondée sur les produits issus de l'extractivisme. D'une certaine façon, on peut dire que l'économie de subsistance des *caboclos* est subordonnée à une logique marchande inhérente à une économie capitaliste. Cette subordination s'inscrit dans le système complexe de l'*aviamento*, qui désigne le système d'avance en vivres accordée par

(6) Cette mobilité spatiale caractérise l'identité *caboclo*.

un patron à un collecteur, contre une certaine quantité de produits extraits de la forêt (7).

Une certaine autonomie alimentaire est possible grâce à la combinaison de cultures sur brûlis centrées sur le manioc, de jachères forestières transformées en vergers, de cultures jardinées mais aussi des ressources de la pêche et de la chasse. Les cultures de l'abattis sont complétées par des fruitiers plantés autour des habitations où 27 espèces ont été relevées (8) à l'échelle de la communauté.

L'agriculture se combine à divers degrés aux activités extractivistes, ce qui traduit chaque fois des options différentes. Il y a ceux qui se consacrent essentiellement à la collecte de produits, ceux pour qui l'agriculture prédomine sur les autres activités et enfin toutes les situations intermédiaires. Lorsqu'il se tourne vers la collecte des produits, le *caboclo* change de statut, passant de celui de producteur autonome à celui de « subordonné ». En se pliant aux exigences de son patron, il rentre dans des rapports sociaux de production propres à l'extractivisme.

Le système extractiviste local privilégie trois produits, la *piçava* (fibre du palmier *Leopoldinia piassaba*), le latex de *sorva* (*Couma* spp., Apocynaceae) et de *seringa* (*Hevea spruceana*, Euphorbiaceae). Occasionnellement, le *cipo titica* (*Heteropsis* sp., Araceae) et la *castanha* (*Bertholletia excelsa*, Lecythidaceae) sont collectés. L'exploitation de la *balata* (*Manilkara* sp., Sapotaceae) a été abandonnée depuis une trentaine d'années. De nombreuses contraintes écologiques (accessibilité des ressources, niveau des eaux, phénologie), économiques (dynamisme du marché) ou sociales (disponibilité de la main-d'œuvre familiale, etc.) induisent une grande variabilité des activités au cours de l'année.

En période des hautes eaux, les collectes de *piçava* et de *sorva* sont privilégiées bien que la coupe de la fibre ou la saignée des arbres soient théoriquement possibles toute l'année. La chasse prend une part importante dans le calendrier des activités quotidiennes et donc dans le régime alimentaire. Mais en saison sèche, ces activités se heurtent à des difficultés d'accès et de transport et entrent en concurrence avec les activités agricoles. À cette période des hautes

(7) Il s'agit, en d'autres termes, de l'apport de capital par le commerçant au *caboclo*. En français, ce terme correspond à celui d'avitaillement d'un navire. Le patron désigne celui qui gère la transaction avec le *caboclo* et qui peut être aussi le propriétaire des terres utilisées.

(8) GUILLAUMET *et al.* (1990) relèvent que les vergers polyspécifiques contiennent généralement une trentaine d'espèces au niveau de l'unité familiale. Mais au niveau de la communauté, ce chiffre peut être beaucoup plus élevé.

eaux, un *piaçabal* situé à plus d'une journée de canot à moteur est exploité depuis une quinzaine d'années par diverses communautés. Des familles entières abandonnent momentanément leur village et s'installent sur place pour quelques mois. La collecte de *sorva* semble en voie d'abandon à Taperera (la dernière collecte date de 1986). Elle n'a été pratiquée que par trois familles de la communauté. Cependant, cette activité est toujours pratiquée dans la région mais son faible prix de vente et les conditions de travail pénibles que la saignée du *Couma* impose détournent les *caboclos*, dès qu'ils en ont la possibilité, vers d'autres produits plus rentables et moins difficiles à collecter, comme la *borracha*. Celle-ci est collectée dans les forêts inondables des îles du rio Negro, à proximité de Taperera, durant la période de basses eaux, d'octobre à mars. Cette période est aussi celle de la pêche abondante. L'homme se rend seul ou en famille dans la zone d'exploitation. Cette absence temporaire se combine partiellement avec les travaux agricoles. C'est en effet à cette période que de nouveaux abattis doivent être défrichés. La végétation sèche quelques semaines avant d'être brûlée et les boutures de manioc sont mises en terre. Suivant l'année, le calendrier des précipitations et la main-d'œuvre disponible, le cultivateur-*seringueiro* réussit à préparer ses plantations avant son départ, à moins qu'il ne revienne une à deux semaines pour poursuivre les travaux agricoles. Il peut aussi être contraint d'abandonner l'agriculture, se résignant ainsi à ne pas produire de farine de manioc pendant l'année.

L'accessibilité en ressources est un facteur déterminant de la pratique de l'extractivisme. Elle n'est pas problématique pour la *seringa* où les mêmes chemins, ouverts dans la forêt, sont parcourus plusieurs années de suite. En revanche, dans le cas de la *piçaba* dont l'exploitation ne semble pas compromettre le potentiel de régénération de l'espèce, on considère que le produit ne vaut plus la peine d'être exploité lorsqu'il est à plus de trois heures de marche du campement provisoire, le campement pouvant être lui-même à plusieurs jours de canot du village.

Les hommes célibataires ou avec des enfants en bas âge pratiquent plus que les autres l'extractivisme. Certains d'entre eux ont vu leurs parents exercer cette activité toute leur vie et se sont habitués à la mobilité et au mode de vie que cela suppose. De ce point de vue, l'extractivisme ne s'inscrit pas uniquement dans un rapport économique mais il a aussi une composante sociale marquée. C'est une occasion de rencontre hors du contexte habituel, de déplacement dans des sites parfois appréciés ou à découvrir, d'aventures. Et bien que cette activité soit perçue comme dévalorisante à cause de la situation de subordination qu'elle implique vis-à-vis des patrons, elle est aussi culturellement très valorisée étant donné les attaches

amérindiennes peu éloignées dans le temps des *caboclos*. L'extractivisme reflète en effet un rapport traditionnel au monde de la forêt.

Pour les familles avec de jeunes enfants, l'agriculture permet de se stabiliser et a pour objectif principal la production de manioc en vue de la fabrication de farine. C'est la femme qui prend en charge l'entretien de l'abattis, en portugais la *roça*, lorsque son mari s'absente. Dans cette situation, l'extractivisme seul génère les revenus et la *roça* permet simplement d'assurer l'autosubsistance. Et puis progressivement, on passe à des situations où l'agriculture est dominante. Les cultivateurs préparent une parcelle par an (9) de façon à assurer leur autonomie alimentaire et produire un surplus de farine de manioc qui leur servira de monnaie d'échange.

Les plus âgés, convertis à l'agriculture, condamnent généralement l'extractivisme, se plaignant du peu d'argent que cela leur a rapporté pour un travail souvent difficile.

La nature de la combinaison des activités traduit des stratégies multiples qui affichent dans la majorité des cas un projet d'autonomie de la part des *caboclos* : refus de la subordination à un patron. L'agriculture permet en partie d'échapper à ce rapport social car elle est synonyme de sécurité alimentaire.

Cette évolution dans le sens de l'agriculture est vécue séparément, presque jalousement, par chaque famille à Taperera. Dans une communauté voisine, la présence d'un administrateur très dynamique et instruit a pour effet de doter le village d'un projet collectif : abandonner le plus rapidement possible l'extractivisme pour se consacrer uniquement au commerce des produits agricoles (farine de manioc, maïs). Le village doit trouver les moyens d'organiser lui-même la commercialisation des produits agricoles pour éviter le recours à des intermédiaires et petits commerçants qui rendraient l'opération non rentable. Mais lors de notre passage, quelques mois plus tard, la communauté affichait une déception provoquée par l'échec de sa brève aventure agricole. Face à l'absence de débouchés pour leurs produits agricoles, les habitants ont renoncé à cette orientation. Presque tous les hommes s'étaient absentés du village, pour aller collecter la *piçava*. Le recours à l'extractivisme apparaît alors comme une solution sécurisante car il constitue le seul véritable marché local.

(9) Il faut, disent-ils, un minimum de trois *roças* qui tournent en même temps mais décalées chacune d'un an, pour produire un surplus de manioc. La taille moyenne d'une *roça* est de un demi-hectare.

Des données plus anciennes (DE OLIVEIRA, 1975) montrent que l'agriculture (10) était déjà socialement valorisée par les *caboclos*, par opposition à l'extractivisme. Cette pratique s'accompagne en effet de contraintes socio-économiques de moins en moins bien tolérées : organisation verticale de la production, mobilité spatiale des familles, insuffisance des revenus.

LA COMPLEXITÉ DES SYSTÈMES D'ÉCHANGE

L'extractivisme est organisé selon un système vertical rigide et coercitif à l'intérieur duquel se jouent différents rapports de pouvoir qui assurent aux patrons leur autorité sur les *caboclos*. Le groupe dominant cherche à maintenir sous son contrôle la gestion de la main-d'œuvre dont il a besoin tout en évitant une augmentation des coûts de production pourtant très bas.

Des acteurs multiples

De l'extraction de la ressource végétale à la maison de commerce tournée vers l'exportation, il y a une grande quantité d'intermédiaires dont les sphères d'action et les degrés de dépendance les uns par rapport aux autres ne sont pas toujours faciles à discerner. À côté de cette chaîne verticale d'interdépendance, il y a coexistence de différents réseaux d'échanges, chaque réseau jouant de ses possibilités d'influence et de ses implantations (historique et situations foncières) pour contrôler le marché du travail et des produits. Le système d'échange entre les patrons, cette fois-ci horizontal, semble aussi très actif : achats de produits entre eux, échange de services, concession de possibilité d'exploitation. L'ensemble de ces acteurs se constitue en véritable réseau qui imprègne le tissu social dans sa globalité.

D'une façon générale, on peut recenser comme principaux acteurs, les extracteurs qui peuvent exercer uniquement ou non cette activité, leurs interlocuteurs immédiats qui peuvent être des intermédiaires

(10) « Ce qui commence à se passer, c'est que [...] les habitants de São João préfèrent faire de la farine [...]. La perspective de tous paraît être celle de vouloir ouvrir une grande *roça*. » (DE OLIVEIRA, 1975 : 11).

comme les petits commerçants itinérants (11) et non pas nécessairement les patrons, le ou les différents patrons, les propriétaires des terres, les transporteurs par bateau et enfin la maison de commerce qui représente l'exportateur et qui apparemment déclenche par sa commande toute l'opération.

La situation du patron local le plus influent à Taperera révèle bien la complexité de l'*aviamento*. De par son histoire particulière et son implantation foncière, il est à la fois propriétaire des terres, patron et commerçant. Ce triple rôle renforce considérablement son pouvoir sur les extracteurs dans la mesure où il est commanditaire des expéditions, fournisseur des vivres, acheteur de la farine de manioc qu'il recycle dans le système d'échange, revendeur de marchandises (alimentaire et matériel) en provenance de Manaus sur lesquelles il consent éventuellement des délais de paiement. Il se comporte comme une banque de crédit qui ne permet pas en revanche au « client » d'épargner. Il n'est cependant pas le seul interlocuteur obligé des extracteurs qui ont la possibilité de travailler aussi pour d'autres patrons.

L'hyperinflation que le Brésil a connu ces dernières décennies a probablement renforcé le rôle des patrons en tant qu'éléments tampons entre le *caboclo* et un système monétaire qui leur échappe. Elle interdit toute accumulation de capital sous forme d'argent et oblige à des dépenses au coup par coup, aucun produit n'ayant une valeur d'épargne leur donnant une marge de manœuvre comme on l'observe dans le Nordeste avec l'achat de petit bétail.

L'échange inégal

Dans son acception amazonienne, le terme *rancho* (12) peut être comparé avec l'expression « le panier de la ménagère ». Il est employé en toute circonstance pour désigner une « unité de biens de consommation » à affecter à une personne et adaptée à une situation donnée. Dans le cadre de l'extractivisme, il est constitué par l'ensemble des marchandises avancées par le patron à l'extracteur au moment du départ de celui-ci pour un site, ces marchandises étant considérées indispensables à sa subsistance et à celle du groupe domestique pendant une durée établie. À son retour, le producteur remet

(11) On les surnomme les *regataões*. Ce sont des commerçants fluviaux qui vendent des denrées alimentaires et des produits manufacturés. Ils n'ont pas le capital suffisant pour des achats à grande échelle.

(12) C'est la quantité de vivres que le patron remet au *caboclo* avant son départ en forêt pour collecter les produits.

totale ou en partie sa récolte au patron. Le *caboclo* peut dans certaines situations fractionner ses ventes entre plusieurs acheteurs. Théoriquement, les comptes sont faits à la remise du produit, le prix du *rancho* fourni auparavant étant actualisé [valeur oscillant entre 3000 et 8000 cruzeiros (13)] et déduit de la valeur affectée aux produits. En réalité, le règlement des comptes est souvent repoussé. Opacité des prix, inflation permanente, jeu des intérêts, paiements différés, autant d'éléments qui interdisent toute maîtrise du marché. On remarque le contraste qu'il y a entre la formulation des données relatives aux quantités collectées de fibres, latex — celles-ci sont toujours très précises et forment un ensemble cohérent — et le flou qui les entoure lorsqu'elles sont converties en argent.

Un autre élément de dépendance non négligeable vis-à-vis des patrons est la consommation abondante d'alcool par les *caboclos*. Celle-ci est encouragée en raison de son prix de vente élevé (14). Le crédit consenti par le commerçant dans cette transaction est un élément de pression et de contrôle supplémentaire des activités individuelles. L'alcool est consommé lors des jours chômés et à l'occasion de fêtes organisées aux alentours. Les dimanches et les jours fériés sont scrupuleusement respectés comme jours de repos et comme symbole d'une appartenance à la société nationale. Enfin, l'alcool constitue monétairement une grande fraction de la valeur du *rancho* sollicité par l'extracteur au moment de son départ.

Le troc fonctionne au désavantage des *caboclos* et le bilan de la transaction est souvent négatif (15). Les marchandises remises aux *caboclos* ont pour eux une forte valeur d'usage, ce qui permet aux patrons de leur affecter des prix très élevés (16) contrairement aux produits collectés dont les prix d'achat sont relativement très bas. Cet échange inégal perpétue l'endettement. Mais la transaction *rancho*-produit de l'extractivisme ou agricole peut être perçue de façon positive. Elle donne en effet accès à un crédit de marchandises

(13) En novembre 1990, 1 dollar = 150 cruzeiros.

(14) Nous observerons que 20 litres de farine, soit la consommation moyenne hebdomadaire d'une famille, sont échangés contre 2 bouteilles de 600 centilitres d'alcool de canne à sucre *cachaça* (deux fois 200 cruzeiros) et un paquet de tabac (100 cruzeiros). Le besoin d'alcool peut pousser des jeunes à voler de la farine de manioc à des proches pour aller l'échanger.

(15) Les enquêtes effectuées à Taperera montrent que dans 7 cas sur 13, le solde de l'opération était négatif. Dans 2 cas, il y avait un conflit déclaré avec le patron et dans 4 cas, l'extracteur dégageait un petit revenu.

(16) Nous avons constaté 50 % d'augmentation par rapport aux prix des marchandises relevés à Manaus. Les habitants des forêts paient ainsi très cher leur accès aux biens de consommation courante.

d'autant plus apprécié par le *caboclo* qu'il s'effectue dans un contexte où la seule possession de papier monnaie ne permet pas pour autant d'obtenir des biens de consommation. On peut observer que le *caboclo* qui travaille pour un patron ne va pas toujours tenter de maximiser le rapport entre produit récolté et temps de séjour selon les critères de rentabilité requis par le système économique capitaliste dans lequel l'extractivisme s'insère en aval : de longs moments sont consacrés à la pêche, à la chasse, au conditionnement des produits récoltés, à des activités sociales et au repos. Des temps morts sont aussi imposés par les caractéristiques biologiques des produits recherchés (temps d'écoulement des latex par exemple). Enfin, pour des familles très démunies ou trop endettées, collecter des produits signifie aussi obtenir gratuitement le *rancho* jusqu'à la remise des produits végétaux. Le *rancho*, établi à la demande du *caboclo*, comprend systématiquement quelques munitions, des hameçons, du fil de nylon, de l'alcool, des cigarettes, du sel et du café, de l'huile et du savon. L'extracteur a ainsi une certaine garantie : il est sûr de pouvoir nourrir sa famille le temps de son travail. Ce qui prime dans ce cas est le court terme et rentrer dans les circuits d'endettement provoqués par cette activité peut se concevoir comme une stratégie de survie. Les échanges relèvent alors beaucoup plus de la logique du troc que de celle du marché.

De façon similaire, l'élite locale se contente de fournir le capital de départ au *caboclo*, sans chercher à améliorer la productivité des peuplements naturels visés. Des deux côtés, les comportements trahissent la logique d'un système de plus en plus contesté par ailleurs.

L'économie de la farine de manioc

La farine de manioc est à la fois autoproduite et recyclée dans l'économie locale. Produite au fur et à mesure des besoins, elle est l'élément de base de l'alimentation. Elle doit ce double rôle à la valeur d'échange qu'elle acquiert dans de multiples transactions. Ceux qui la produisent utilisent l'éventuel surplus comme monnaie d'échange contre des marchandises achetées au patron ou à un commerçant fluvial (17). Dans ce type de transaction, le « cours » de la farine de manioc est respecté unanimement. Mais la farine peut aussi être échangée entre *caboclos* (aide ponctuelle d'un individu à une famille) en paiement de services ou comme don pour réaffirmer des alliances stratégiques (par exemple d'un patron vers un transporteur qui a des

(17) La *lata* (20 litres) de farine est achetée par les patrons aux *caboclos* 500 cruzeiros en novembre 1990.

difficultés à s'approvisionner en farine mais qui rend service grâce à son bateau).

L'approvisionnement des patrons en farine de manioc est assuré à travers ces diverses procédures d'échange (troc, achat, crédit). La farine est réinvestie dans la constitution des *ranchos* à l'intention des collecteurs en manque de farine de manioc au moment de leur départ pour la collecte de produits. L'économie de la farine de manioc fonctionne ainsi en circuit fermé au niveau local et occupe en même temps une place maîtresse dans le système économique régional dont dépend l'extractivisme. Sa place est prépondérante tant dans les systèmes d'autosubsistance que dans les systèmes plus complexes à composante extractiviste. Le surplus de farine produit dans la région trouve ainsi son principal débouché dans l'extractivisme, la vente de farine dans les centres urbains étant pour l'instant réduite pour des raisons de commercialisation et de manque de stocks.

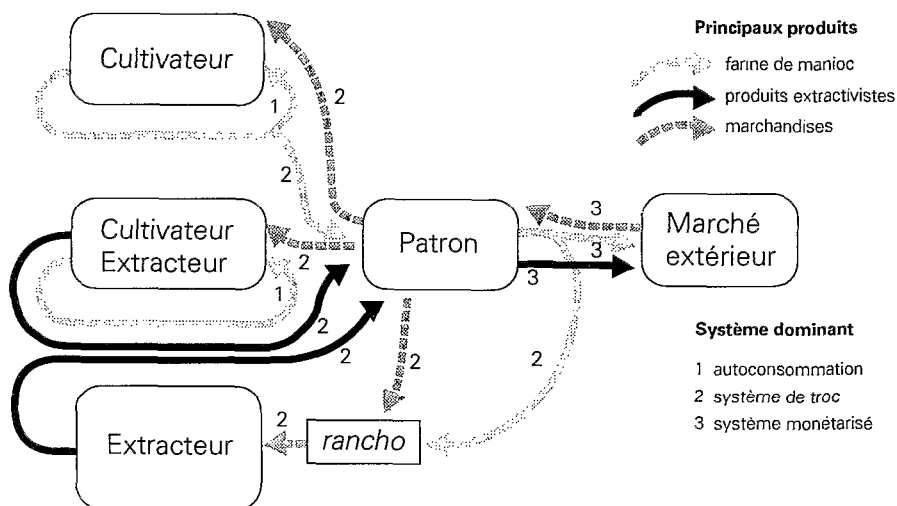


FIG. 2. — Circuits des principaux produits mis en jeu dans le système extractiviste du moyen rio Negro.

Les circuits empruntés par les produits végétaux collectés et la farine de manioc dans les systèmes d'échange sont multiples (fig. 2). La farine apparaît comme l'élément central de la constitution du *rancho* et comme éventuel régulateur du processus d'endettement des *caboclos*. Monnaie d'échange principale, elle est l'élément déterminant, la clef de voûte de tout le système. Sans farine de manioc, un *caboclo* est un homme mort, se plaît-on à nous rappeler. Ne pas en produire soi-même, c'est rentrer sous le joug des patrons, accepter des contrats qui sont systématiquement au désavantage du *caboclo*. Valeur d'usage

et valeur d'échange se combinent pour faire de cette denrée alimentaire l'élément pivot du système extractiviste.

Les autres denrées agricoles et les produits de chasse et de pêche jouent un rôle important dans les relations de réciprocité au sein de la communauté. Ces produits sont échangés sans référence monétaire précise, contrairement à la farine de manioc.

Les patrons sont conscients du danger que représenterait pour leur monopole économique l'intensification de la production de farine et sa vente sur des marchés plus étendus. Afin de limiter ce risque, ils tentent de s'attacher durablement une clientèle et d'empêcher la fuite de main-d'œuvre vers l'agriculture ou d'autres activités plus lucratives, par des manœuvres fondées sur des rapports de force, parfois tempérés par des négociations. De leur côté, les *caboclos* peuvent créer artificiellement une situation de pénurie de farine de manioc en se retirant volontairement du marché local face à des prix qu'ils considèrent comme beaucoup trop désavantageux.

L'UNIVERS CABOCLO

Une altération matérielle et sociale importante

Le village de Taperera est issu d'un regroupement de familles à proximité de l'habitation d'un patron, descendant de Portugais. Ce regroupement s'est effectué à partir de 1951 à l'initiative d'un religieux qui décida de construire une église en ce lieu. Cette action a été relayée plus tard par la préfecture avec l'ouverture de l'école.

Ce regroupement communautaire est loin d'être neutre politiquement et mérite quelques éclaircissements. Il est interprété par le patron actuel comme un facteur de démobilisation des *caboclos* à l'égard de l'extractivisme. Selon lui, ce regroupement encourage l'assistanat cultivé par les pouvoirs locaux. Le pouvoir politique est effectivement très présent : il a doté la communauté d'infrastructures comme l'école, le poste de santé, les maisons en tôle et planche, le groupe électrogène, la télévision et son antenne, etc., et d'outils de travail comme le moteur à essence utilisé pour diverses activités. Une politique d'assistance de la préfecture, renforcée en période électorale, est aussi pratiquée au niveau individuel avec l'octroi de vêtements, hamacs, aliments, dons en argent et surtout discours et promesses. Toutes ces manœuvres électorales ont pour objectif de stabiliser géographiquement les *caboclos* et de fixer cet électorat. Elles participent aussi à la diffusion rapide des modèles de consommation urbaine véhiculés par la télévision.

Le phénomène n'est pas nouveau mais l'ampleur qu'il prend modifie en profondeur le mode d'exploitation de l'espace et, par voie de conséquence, les rapports entretenus par les *caboclos* avec l'oligarchie locale. Ces regroupements signifient pour les élus politiques de chaque *município* (18) la sédentarisation des *caboclos*, objectif qui, par les modifications qu'il peut engendrer dans les comportements, semble aller à l'encontre des intérêts des groupes sociaux dominants : le mode d'organisation socio-économique qui accompagne l'extractivisme, autrement dit l'*aviamento*, supposait à la fois l'asservissement et la mobilité des individus.

Cette sédentarisation signifie aussi une modification des rapports à la terre. Une grande partie des terres de la région appartient à l'État (19). Le reste est propriété privée ou considéré comme telle. Dans la réalité, la répartition foncière présente un certain flou dont les diverses parties s'accommodent pour l'instant. On feint mutuellement d'ignorer l'autre dans des situations précises. Les zones d'extractivisme correspondant à la *castanha* (*Bertholletia excelsa* Mart.) et au latex de *seringa* (*Hevea* spp.), deux produits qui représentent une valeur commerciale élevée, sont revendiquées par leurs supposés propriétaires.

L'ouverture des abattis ou *roças* ne répond pas à la même règle. Si elle n'est pas assujettie à un accord préalable du propriétaire, elle est un facteur supplémentaire dans le réseau de dépendance instauré entre la famille et le supposé propriétaire.

La sédentarisation a aussi des conséquences sur les pratiques agricoles et mène à une progressive saturation des terres agricoles disponibles. Les rotations qui accompagnent habituellement l'agriculture sur brûlis ont tendance à se raccourcir.

À ce point de discussion, il est difficile d'éviter totalement la polémique concernant l'adaptation des *caboclos* amazoniens à leur milieu. L'intégration des données écologiques permettra de prendre par la suite une position plus affirmée que celle que nous esquissons ici. Historiquement, la « culture *caboclo* » a progressivement émergé de l'amalgame forcé de peuples différents pour aboutir à une population très mal intégrée, socialement et économiquement, à la société nationale (GRENAND et GRENAND, 1992). C'est un groupe social qui, bien qu'empruntant une partie du savoir-faire amérindien, nie toute proximité avec eux. Il a été montré que l'atomisation

(18) Équivalent hiérarchique de la commune. Chaque *município* est administré par un préfet élu.

(19) Terres *devolutas*.

progressive des unités de production a provoqué des ruptures dans la diffusion du savoir avec comme corollaire l'érosion du patrimoine des connaissances agricoles, médicinales et culturelles.

À Taperera, il nous est apparu évident que les *caboclos* privilégiaient dans l'espace et dans le temps, et ceci sans état d'âme par rapport aux conditions de reproduction de leur écosystème, les activités les plus rentables sur le plan économique et les plus confortables sur le plan des conditions de travail (sécurité par exemple). On peut seulement affirmer que les *caboclos* dominent parfaitement leur milieu quand il s'agit d'en exploiter économiquement un élément pour leur compte ou à la suite d'une demande extérieure, ce qui n'est pas synonyme d'adaptation. La chasse et la pêche jouent un rôle considérable dans l'alimentation familiale et les savoir-faire en matière d'appropriation de ces ressources sont bien dominés. Ce qui peut surprendre en revanche, c'est l'attitude prédatrice qu'adoptent les *caboclos* dès lors qu'un marché potentiel s'offre à eux. Le mythe d'un espace amazonien illimité toujours exploitable grâce à la mobilité est pour une part responsable de cette mentalité.

Le regroupement des familles en communauté ne signifie pas pour autant qu'il existe une réelle organisation communautaire. L'interchangeabilité des familles au sein de la communauté et la grande mobilité des individus fragilisent cette construction.

Dans chaque commune, un administrateur est nommé par l'ensemble du village, pour représenter la communauté auprès des élus locaux. Il peut, à ce titre, bénéficier de quelques avantages, en particulier d'une possibilité de négociation directe avec les autorités. Son rôle se limite à la gestion des activités et des biens collectifs de la communauté et à la défense éventuelle de l'intérêt de ses administrés. Mais aux dires de nos informateurs, ces administrateurs sont fictifs car sans réelle compétence ni responsabilité pour occuper cette fonction.

À Taperera, il est difficile de rendre compte d'une cohésion d'ensemble tant les situations vécues par chaque famille à un moment donné leur sont spécifiques. C'est finalement beaucoup plus la logique des trajectoires individuelles qui donnent au groupe une certaine homogénéité ou identité. Il n'existe visiblement aucune vie cérémonielle ou de festivité, mis à part les cérémonies religieuses et les fréquentes « beuveries » du dimanche. Le lien familial prime sur celui de la communauté qui ne présente aucune structure politique ou sociale réelle.

Décomposition ou recomposition des rapports de pouvoir ?

Si l'habitat dispersé correspondait à une mise en valeur agricole atomisée tirant éventuellement mieux parti de chaque endroit fertile,

il doit être rapproché de la dissolution délibérée par les colonisateurs des structures communautaires indigènes d'origine et des solidarités qui les accompagnaient (20). Sous couvert d'une attitude paternaliste, le patron désireux de s'attacher cette main-d'œuvre dispersée peut reprendre à son compte une partie de cette sociabilité perdue. Dans le cas de notre observation, ce rapport est particulièrement marqué malgré ce regroupement en communauté tant critiqué par les patrons. De nombreux membres sont liés par une parenté fictive (adoption ou marrainage) à la propriétaire des terres. Par l'autorité et le savoir qu'on lui reconnaît unanimement, on peut avoir recours à elle pour obtenir des appuis, des conseils, une aide, un dépannage momentané. Mais, phénomène intéressant, la nature de ce rapport est remise en cause et concurrencée aujourd'hui par la politique d'assistance de la préfecture qui tire avantage du regroupement des familles en communauté et se présente comme soutenant la cause paysanne. Elle essaie de transformer l'attitude de soumission au patron en revendication d'un droit comme citoyen du Brésil. Cependant, par le discours misérabiliste employé par les élus locaux (21) qui renvoie aux *caboclos* une image d'eux-mêmes très négative, cette assistance renforce leur sentiment d'exclusion de la société nationale sans créer pour autant de nouvelles dynamiques sociales. Cette passivité des *caboclos* masque une confrontation d'influences diverses. On est tenté d'interpréter cette situation comme une tentative actualisée d'entretenir les relations de dépendance inhérentes au système traditionnel.

DÉCLIN D'UNE ACTIVITÉ OU REFUS D'UN RAPPORT SOCIAL ?

Dans le moyen rio Negro, il est incontestable que le système d'échange inégal lié aux rapports d'autorité qui accompagnent la collecte des produits végétaux est de moins en moins bien toléré. Cette situation se traduit par des endettements auprès des commerçants qui tiennent le marché. Si, pour certains, l'accès au *rancho* représente malgré toutes ces imperfections un moyen à court terme de s'approvisionner, pour d'autres, l'extractivisme végétal est perçu comme de moins en moins rentable, ce qui justifie de se tourner vers d'autres formes

(20) DELAUNAY (1988) analyse cette construction sociale dans le cas de la paysannerie nordestine au Ceara.

(21) Nous avons peu d'éléments sur l'origine sociale de l'élite politique. On serait tenté d'émettre l'hypothèse de la reconversion d'anciens patrons en politiciens qui déplacent ainsi leur autorité vers des « terrains » plus sûrs.

d'exploitation du milieu, qu'elles soient ou non prédatrices, peu importe. Cependant, le type d'exploitation que représente l'*aviamento* a laissé des traces profondes dans les mentalités et même si le pouvoir des patrons est aujourd'hui affaibli par une prise de conscience chez les *caboclos* de leurs droits en tant que citoyens, ceux-ci ont en réalité des difficultés à rompre définitivement cette relation paternaliste qui a toujours existé.

Les patrons, de leur côté, perçoivent un net déclin des activités. L'argument évoqué est la fuite de la main-d'œuvre et sa moins bonne efficacité que dans le passé. Tous s'accordent à dire que le *caboclo* n'aime pas travailler et qu'il préfère réserver son temps au vagabondage et aux activités de chasse et de pêche. Pour eux, la difficulté, « c'est l'homme ». Des deux côtés, le problème de la demande extérieure, et donc des aléas du marché, n'est jamais mentionné. Pourtant, les études macro-économiques démontrent effectivement la fragilité de l'extractivisme face aux marchés internationaux et à la concurrence des produits plantés ou des substituts industriels (HOMMA, 1989 ; AUBERTIN, 1991). La création de la zone franche de Manaus a eu aussi pour conséquence d'attirer massivement les habitants de la forêt vers la ville en proposant des emplois correctement rémunérés. On peut effectivement s'interroger sur le manque de rentabilité de l'extractivisme, argument évoqué par les uns et les autres pour rejeter ce type de travail. Il n'en reste pas moins que l'extractivisme complète de façon appréciable le revenu des populations rurales amazoniennes.

Ne faut-il pas plutôt interpréter ce relâchement comme les premiers craquements d'un système socio-économique qui a fait son temps. Autrement dit, la structure des réseaux d'échanges et des systèmes de pouvoirs pourraient avoir une lourde part de responsabilité dans la désaffection des *caboclos* de cette pratique à forte valeur culturelle. On peut aussi faire l'hypothèse d'une contradiction entre les discours et les comportements des *caboclos* (désir affiché d'autonomie, d'intégration, de sécurité). L'étude effectuée dans la même région en 1972 fait déjà apparaître les mêmes contradictions et revendications (DE OLIVEIRA, 1975).

Quoi qu'il en soit, la tendance évolutive du système est une intensification des activités agricoles, justifiée par un désir d'autonomie et de stabilisation. Cette évolution est favorisée par l'affaiblissement du pouvoir traditionnel des patrons au profit des acteurs politiques locaux. Il est possible que l'amélioration des infrastructures susceptibles de faciliter les conditions de vie des *caboclos* ainsi que l'apparition de modèles de consommation urbains transforment le système extractiviste actuel en une action presque anti-économique (LENA, 1990) face à la recherche de débouchés monétaires. Dès qu'elles le peuvent, les familles scolarisent leurs enfants en espérant ainsi qu'ils auront

plus de chances de s'intégrer à l'univers urbain amazonien. Cette scolarisation diminue à son tour la capacité de main-d'œuvre familiale tout en alourdissant les charges de la famille provoquées par l'installation en ville des adolescents. Ainsi, d'un système d'exploitation des ressources naturelles commandé par l'économie régionale ou nationale, on passe à un système dont la logique semble relever davantage de stratégies mises en oeuvre au niveau familial.

Les bouleversements observés, dus au processus global de « développement », avec toutes ses conséquences écologiques, économiques et sociales, ne permettent pas pour l'instant d'imaginer la mise en place d'un secteur productif dynamique à partir de l'exploitation des produits de la forêt. Si l'amélioration, *in situ*, des peuplements forestiers n'est pas à exclure comme mode de valorisation des espèces végétales spontanées, les conditions sociales de sa prise en charge ne sont pas réunies. En revanche, une voie qui semble à explorer est celle de l'amélioration du système agricole dans le sens d'une augmentation de sa productivité (en terme de travail et de valeur économique des produits) et de sa diversité. Il a déjà été démontré que cette amélioration pouvait se faire en ayant recours aux modèles proposés par l'agroforesterie. Mais ceci supposerait de rompre avec tous les rapports de force qui brident actuellement le système de production et l'accès au foncier, comme avec le système de commercialisation des produits et leurs possibilités de débouchés au niveau régional. Leur contribution à l'approvisionnement urbain est pour l'instant extrêmement faible. La crise que connaît actuellement Manaus, enclave économique, frappée de plein fouet par le plan gouvernemental de libération des importations, rend de plus en plus urgent la recherche de solutions endogènes.

BIBLIOGRAPHIE

- AUBERTIN (C), 1991. *Projet extractivisme végétal. Rapport de mission juin-juillet 1991*, Manaus, Orstom, 12 p.
- DE OLIVEIRA (A. E.), 1975. « São João, Povoado do Rio Negro » in *Boletim do Museu Paraense Emilio Goeldi*, n° 58, 14 mai 1975, Belem.
- DELAUNAY (D), 1988. *La fragilité séculaire d'une paysannerie nodestine. Le Ceara (Brésil)*, Paris, Orstom, coll. Études et thèses.
- GRENAND (P) et GRENAND (F), 1991. « Une identité insaisissable : les caboclos amazoniens » in *Cahiers d'Études rurales*, n° 120, LAS, Paris.
- GUILLAUMET (J. L.), GRENAND (P.), BARHI (S.), GRENAND (F.), LOURD (M.), DOS SANTOS (A.) et GELY (A.), 1990. Les jardins-vergers familiaux d'Amazonie centrale. Aperçus des aspects économiques et botaniques, comm. *Atelier sur la Conservation de l'Ecosystème forestier tropical humide*, Cayenne, MAB-IUFRO-FAO, mars 1990.

- HOMMA (A.), 1991. « A demistificação do extractivismo vegetal na amazonia » in *Grandes projetos, desorganização no espaço*, seminário, Belem PA, 3-5 abril 1991.
- LENA (P.), 1990. « L'Amazonie : une chance pour le petit paysan brésilien » in *Agricultures et paysanneries en Amérique Latine, Mutations et recompositions*, colloque international, Toulouse, décembre 1990.
- LESCURE (J.-P.) et DE CASTRO (A.), 1990. L'extractivisme en Amazonie centrale. Aperçu des aspects économiques et botaniques, comm. *Atelier sur la conservation et l'aménagement des écosystèmes forestiers tropicaux*, Cayenne, Unesco-FAO-IUFRO, mars 1990, 42 p.
- LPIETZ (A.), 1990. « Écologie et développement : l'Amazonie, mythe français » in *Les Cahiers du Brésil Contemporain*, Paris, EHESS, n° 11.